

Créé en avril 1982

FONDATEURS:

Mihran Amtblan
Kévork Képénékian
Jules Mardirossian
Vahé Muradian

EDITION FRANCE ARMÉNIE:

17 Place de la Ferrandière
69003 - Lyon
Tél: 04 72 33 24 77
Fax: 04 72 34 59 05

Courriel: contact@france-armenie.fr

Site web: www.france-armenie.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:

Harout Mardirossian

COLLABORATEURS de ce NUMÉRO:

Gérard Achdjian
Zmrouthe Abozian
Arménag Bédrossian
Vicken Cheterian
Bérénice Delaye Abozian
Georges Festa
C. Gardon
Florence Gopikian-Yérémiann
Nairi Khatchadourian
Mariam Khatlamajyan
Varoujan Mardikian
Edouard Mardirossian
Harout Mardirossian
Jules Mardirossian
L. Nordiguian
Edouard Pehlivanian
Véronique Sanchez-Chakérian
Harut Sassounian
Rémy Sirope
Marie Soghomonian
Raffi Soghomonian
Philippe Sahag Sukiasyan
Anahide Ter Minassian
Marie-Anne Thil
Tigrane Yégavian

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
INFOGRAPHISTE:**

Véronique Sanchez-Chakérian

CONCEPTION GRAPHIQUE:

Christine Kirkorian

**RESPONSABLE
DES PAGES ARMÉNIENNES:**

Krikor Tavitian

PUBLICITÉ:

Christine Kirkorian
06 15 98 29 03

christine@france-armenie.fr

ABONNEMENTS:

04 72 33 24 77

IMPRIMERIE:

BRAILLY - Saint Genis Laval
Commission Paritaire des Publications
et Agences de presse
N° CPPAP 0318 G 87300

Reproduction interdite de tout article, photo ou document sans l'accord de l'administration du journal. La rédaction n'est pas responsable des documents qui lui sont adressés spontanément.

Qui pour arrêter Erdogan ?

Il existe une sorte de fatalité des dirigeants occidentaux à croire, dès qu'ils sont élus, qu'ils peuvent par leurs convictions, leurs arguments, faire changer le régime turc. Nous, nous le connaissons bien ce régime, qu'il soit néo-kémaliste ou islamo-conservateur ou ultra-nationaliste ou les trois à la fois dans la synthèse «erdoganienne». Nous, nous savons bien que nous ne pouvons pas faire confiance à Erdogan et qu'il trahira ses promesses dès qu'il sera rentré à Ankara, que son visage conciliant devant les caméras occidentales n'est qu'une façade qui masque mal un haut degré d'arrogance.

A Paris, début janvier, tout avait plutôt bien commencé pour le Président turc avant qu'au détour de la conférence de presse, il ne montre son vrai visage de haine. Il avait ainsi suffi de menacer de s'allier militairement avec la Russie de Poutine, pour que tout de suite la France se précipite pour proposer des missiles équivalents et éviter le renversement d'alliances. Mais pour emporter la décision tant attendue par le VRP du Quai d'Orsay, Erdogan attendait un geste supplémentaire. Que la France lâche en rase campagne les Kurdes avec lesquels elle se bat en Syrie contre Daesh et qu'elle les considère comme des terroristes. Ce fut chose faite pour la Turquie, lorsque le président Macron a de nouveau cité le PKK comme une "organisation terroriste". Le temps de comprendre, que pour la Turquie d'Erdogan, un Kurde qu'il soit de Syrie, d'Irak ou de Turquie, est forcément un militant du PKK, donc un «supposé terroriste» que l'on peut éliminer physiquement, le mal était fait.

Amer, très amer retournement de circonstances de voir ainsi Erdogan, adoubé comme partenaire de la lutte contre le terrorisme lui qui, il n'y a pas si longtemps, comme l'a démontré le journal Cumhurriyet, envoyait des armes aux terroristes de Al Nosra et de Daesh, lui qui accueillait dans ses hôpitaux les djihadistes blessés sans rien leur demander, lui qui était aveugle au pétrole de Daesh qui circulait

en Turquie, y compris sur les comptes bancaires de sa famille. Lui qui devrait être sur le banc des accusés se transforme en procureur.

De fait, ayant obtenu le quitus attendu, à peine rentré en Turquie, Erdogan lançait donc l'opération «Rameau d'olivier» et attaquait le nord de la Syrie renversant une nouvelle fois le champ lexical. Voilà donc une opération militaire sur le territoire d'un pays souverain qui se transforme en «une opération de paix», les civils morts en "lutte contre les terroristes" alors que ces derniers sont au contraire ceux qui se sont battus contre les terroristes. Mieux encore, quand la France a voulu présenter une motion à l'ONU pour protéger les populations civiles, le ministre des Affaires étrangères turc l'a menacée de représailles en n'hésitant pas à dire qu'elle "se placerait dans le camp des terroristes".

Oubliés aussi les centaines de personnes arrêtées, les milliers licenciés, les dizaines de journaux interdits, les milliers d'opposants contraints de quitter la Turquie. Dans ce monde où règnent Poutine, Erdogan, Duterte, Kim Jong Un, Trump et consorts, on s'habitue trop rapidement à imaginer pour demain une injustice pire que celles d'aujourd'hui.

Alors, bien sûr que nos pensées, nos soutiens vont vers les Kurdes de Syrie, mais elles vont aussi vers tous les démocrates, les intellectuels turcs, les journalistes, les écrivains, les Kurdes, les Alévis, les Juifs, les Arméniens qui sont aujourd'hui menacés en Turquie et même en Europe et que la France devrait défendre et mettre en avant. Eux oui mais plus jamais Erdogan. Cette fois-ci était la fois de trop. Car avec Erdogan, nous, nous savons que pragmatisme rime avec laxisme, modernité avec lâcheté, gentillesse avec faiblesse.

La question n'est donc plus de savoir qui peut arrêter Erdogan mais qui veut. Et la France si elle veut être grande doit être dans ce camp-là.